

## JOURNAL OFFICIEL de la République française



- ✓ **Arrêté du 17 avril 2026 fixant le nombre de postes offerts aux concours d'accès aux instituts régionaux d'administration ouverts au titre des concours 2026 et leur répartition par corps et institut (entrée en formation au 1<sup>er</sup> octobre 2026)**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053910218>

- ✓ **Arrêté du 20 avril 2026 portant nomination (administration centrale) - TRINH - DSJ**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053916366>

## ACTUALITÉS du ministère de la Justice



- ✓ **Frédéric Trinh, nouveau chef de service des ressources humaines**  
Frédéric Trinh, nouveau chef de service des ressources humaines, adjoint au directeur, rejoint la direction des services judiciaire le 20 avril.  
[Intranet Justice / DSJ / Frédéric Trinh, nouveau chef de service des ressources humaines](#)
- ✓ **Le 1<sup>er</sup> mai 2026, le SEM devient le SAJES**  
Le service de l'expertise et de la modernisation (SEM) du secrétariat général évolue pour devenir le service des affaires juridiques, de l'expertise et de la stratégie (SAJES).  
[Intranet Justice / SG : Modernisation / Le 1er mai 2026, le SEM devient le SAJES](#)
- ✓ **Bastien LLORCA nommé directeur, secrétaire général adjoint**  
Bastien LLORCA, administrateur de l'État, a été nommé directeur, secrétaire général adjoint du ministère de la Justice, sur proposition du garde des Sceaux, ministre de la Justice, en conseil des ministres du 15 avril 2026. Il a pris ses fonctions le 16 avril.  
[Intranet Justice / Secrétariat Général / Bastien Llorca nommé directeur, secrétaire général adjoint](#)
- ✓ **Examen pro pour l'accès au grade d'attaché principal 2027**  
[Intranet Justice / SG : Ressources humaines / Examen pro pour l'accès au grade d'attaché principal 2027](#)
- ✓ **Une nouvelle composition pour le collège de déontologie**  
[Intranet Justice / SG : Ressources humaines / Une nouvelle composition pour le collège de déontologie](#)
- ✓ **Premiers tests pour Mon Assistant Justice, l'IA du ministère**  
Fin mars 2026, un cap symbolique et stratégique a été franchi : plusieurs centaines d'agents du ministère de la Justice ont désormais accès à « Mon Assistant Justice », le nouvel outil d'intelligence artificielle générative du ministère de la Justice hébergé sur une infrastructure souveraine.  
[Intranet Justice / SG : Modernisation / Premiers tests pour Mon Assistant Justice, l'IA du ministère](#)
- ✓ **Attachés et CAMJ / Mobilités au titre de 2026 - avril**  
Résultats des affectations (mobilité et affectation des lauréats de l'examen professionnel et de la liste d'aptitude)  
[Mobilité avril 2026](#)

### ✓ Inflation et pouvoir d'achat : lettre au ministre de l'action et des comptes publics

L'UNSA Fonction Publique a décidé l'envoi d'un nouveau courrier au ministre de l'Action et des comptes publics sur la nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat des agents publics.

[Inflation et pouvoir d'achat : lettre au ministre de l'action et des comptes publics](#)

WEKA



### ✓ Dans la Fonction publique, la crainte de l'immobilisme jusqu'en 2027

Faute de majorité à l'Assemblée, les grands projets de réforme de la Fonction publique ont été remisés, les revendications continuent de s'empiler, notamment sur les rémunérations, et la vacance à la tête du ministère dure, au grand dam des agents publics.

[Quel pilotage pour la Fonction publique sans ministre dédié ?](#)

## MALAISE SUR LE LIEU DE TRAVAIL

### Fonction publique : un malaise sur le lieu de travail est reconnu comme lié au service

Le 2 avril 2026, [le tribunal administratif de la Guadeloupe a annulé](#) les arrêtés par lesquels le préfet avait placé une adjointe technique de la gendarmerie en

congé de longue maladie puis en congé de longue durée, sans reconnaître l'origine professionnelle de son état de santé. Les juges considèrent que l'administration a commis une erreur d'appréciation en ne qualifiant pas d'accident de service le malaise de l'agente.

## LE PLAN "SANTÉ AU TRAVAIL"

### Manque de concret, calendrier serré : le plan "Santé au travail" dans la fonction publique laisse les syndicats sur leur faim

Le 16 avril dernier, l'administration avait de nouveau réuni les syndicats pour évoquer les contours du plan prévu pour améliorer la santé au travail des agents publics au cours des quatre prochaines années. L'occasion pour les organisations syndicales d'exprimer la mise en place de mesures plus coercitives,

alors que la version finale du plan doit être présentée en juin prochain. "Pour l'instant, le plan a le mérite d'être structuré, mais les mesures proposées restent encore assez vagues." L'avis d'Hervé Moreau, secrétaire national de la FSU, à la sortie de la formation spécialisée dédiée au futur plan "Santé au travail" (PST) dans la fonction publique, résume un état d'esprit général partagé par les syndicats des agents publics.

## DISPONIBILITÉ D'OFFICE DES FONCTIONNAIRES

### Disponibilité d'office des fonctionnaires : le juge rappelle la force des garanties procédurales

[Le tribunal administratif de Caen a annulé](#), le 8 avril 2026, le placement en disponibilité d'office d'un agent territorial. Ce dernier n'a pas été

invité de façon claire à formuler une demande de reclassement préalable auprès de l'administration. Les juges rappellent par cette annulation que cette invitation est obligatoire au regard de la situation.

Texte source :  
ACTEURS PUBLICS

« Soutenir et agir pour l'avenir ! »

